

POLITIQUE

La Libre pensée, « une secte » selon les élus régionaux FN

Le conseil régional a accordé une subvention à la Libre pensée, pour son congrès national, organisé à Creil en août. Au grand dam des élus du FN.

Pour vous, dans cette délibération, il y a deux choses en trop : libre, et pensée », a raillé Claude Gewerc, président du conseil régional de Picardie, vendredi 29 mai, en s'adressant aux élus du Front national (FN). Réunie en commission permanente, l'assemblée régionale examinait une demande de subvention (1 500 euros) de la fédération de l'Oise de la Libre pensée. La raison de cette demande : le mouvement laïque, à la devise « Ni dieu, ni maître, à bas la calotte, vive la sociale » organise son congrès national à Creil (Oise), du 19 au 22 août.

Pour Mylène Troszczyński, conseillère régionale et députée européenne FN, la Libre pensée est tout bonnement « une pseudo-association raciste et sectaire ». « Cette subvention est le dernier affront que vous allez faire à la Picardie (ndlr : allusion au fait que le conseil régional de Picardie fusionnera avec celui du Nord - Pas-de-Calais en janvier) », a fustigé l'élue.

« Sous le coup de la loi »

« Sous couvert de l'esprit du 11 janvier (ndlr : jour de la grande manifestation nationale après les attentats contre Charlie Hebdo et contre le supermarché casher de la Porte de Vincennes, à Paris), vous allez à l'encontre des racines chrétiennes de la Picardie et de la France », a dit en substance Mylène Troszczyński. « La Libre pensée est une secte », a-t-elle accusé.

Après cette diatribe, l'élue Olivier Paccard (groupe Envie de Picardie, droite) a nuancé, louant « les activités quelquefois remarquables de la Libre pensée », tout en regrettant « leurs actions contre les crèches (ndlr : il s'agit des crèches chrétiennes, organisées aux alentours de Noël, que l'association dénonce comme ne respectant pas la laïcité de la République) ». « La



Mylène Troszczyński (FN) a fustigé la subvention du conseil régional à la Libre pensée.

Libre pensée promeut l'athéisme », a résumé Michel Vignal (groupe socialiste). « Je vais donc voter pour une secte », a ironisé Claude Gewerc. « Monsieur le président, attention, vous reprenez des mots qui pourraient tomber sous le coup de la loi », a réagi Fabrice Dalongeville (Parti radical de gauche), qui a rappelé qu'un Picard fut l'un des présidents de la Libre pensée : le prix Nobel de la paix Ferdinand Buisson (1841-1932), homme politique, philosophe, directeur de

l'enseignement primaire, éducateur, décédé à Thieuloy-Saint-Antoine (Oise). « Sans compter l'accusation de racisme », a complété François Veillerette (groupe Europe Écologie - Les Verts). « Je l'ai dit et je le répète, j'ai encore le droit de m'exprimer », a insisté Mylène Troszczyński.

Au final, tous les élus, sauf ceux du FN, ont voté la subvention de 1 500 euros pour l'organisation du congrès national de la Libre pensée.

DENIS DESBLEDS

Franck Briffaut (FN) pas encore remplacé

Atteint par le cumul des mandats, Franck Briffaut, le maire FN de Villers-Cotterêts (Aisne), a été exclu d'office du conseil régional par la préfète de Picardie, Nicole Klein. Maire de Villers-Cotterêts, conseiller départemental depuis mars dernier, conseiller régional : il y avait un mandat de trop. La suivante sur la liste FN, Michèle Dall'Ara, n'a pas répondu aux courriers du parti. Michel Guinot, patron du FN picard, n'arrive pas à la joindre. En tout état de cause, « c'est la préfecture qui nous dira qui va siéger » à la place de M. Briffaut, a rappelé Claude Gewerc, le président PS de la Région, vendredi. Selon Michel Guinot, le suivant sur la liste, Jean-Louis Roux, est prêt à siéger.